

[Texte]

Mr. E. Jarvis: Yes, to a certain extent. The board of directors unanimously agreed on this brief that has been put together, and we have every reason to believe that the membership is behind this brief and the views that are put forward here. All you have to do is go back and see some of the other briefs that have been put together by the Consumers Association, and you will find that this one falls very much in line with that.

Mme Côté: Est-ce que l'Association des consommateurs du Canada tient des assemblées générales ou tient-elle une assemblée générale par an?

Mr. E. Jarvis: Yes, it does. There is an annual meeting every year. We get quite a good turn-out at the annual meeting, and problems of the day are discussed at that annual meeting.

Mrs. Côté: Okay. Thank you very much.

The Vice-Chairman: *Merci, madame Côté.* I call on Mr. Les Benjamin.

Mr. Benjamin: Mr. Chairman, I am intrigued with the conclusions that the CAC has arrived at. I notice they say they are opposed to subsidies; Mr. Jarvis emphasized that.

In considering your position on this legislation and the statutory grain rates, did the CAC—the Alberta section or the national organization—consider that since 80% of our grain production has to go to export, by following your argument to its logical conclusion you would then have the grain producers of western Canada competing with the treasuries of the Argentine, Australia, the United States, and the European Economic Community, all of whom, in one way or another, heavily subsidize their grain production and transportation?

• 1510

Did you consider that? Do you really believe that the grain producers of western Canada should be left out there all by themselves in competition with at least four other grain exporting operations?

Mr. E. Jarvis: I do not think they are left out in the cold all by themselves, for one thing. For another thing, I have to repeat that two wrongs do not make a right and these subsidies should be whittled away by international negotiations, and we should show a good example by not increasing it.

May I just point out one other point, Mr. Chairman. Do not forget that the Crow benefit is still coming to the producer one way or the other. He is still being subsidized with the full Crow benefit; in other words, the difference between the actual rate and the Crowsnest freight rate.

Mr. Benjamin: Then you are saying to this committee that if Canada were to quit this assistance in terms of getting our grain to export position, it would logically follow that the European Economic Community is going to say they will be nice and do the same thing, the Argentinian government will

[Traduction]

M. E. Jarvis: Oui, dans une certaine mesure. Le conseil de direction a accepté unanimement le mémoire qui a été rédigé et nous avons toutes les raisons de croire que nos membres l'appuient et qu'ils appuient les opinions dont je vous fais part. Vous n'avez qu'à aller voir certains des autres mémoires qui ont été préparés par l'Association des consommateurs pour constater que le nôtre reste pas mal dans le même esprit.

Mrs. Côté: Does the Consumer Association of Canada hold general assemblies, or does it hold one annual general assembly?

M. E. Jarvis: Oui, l'association tient une assemblée annuelle chaque année. Il y a pas mal de membres présents à l'assemblée annuelle et les problèmes de jour y sont discutés.

Mme Côté: Ça va. Merci beaucoup.

Le vice-président: *Thank you, Mrs. Côté.* Je demande M. Les Benjamin.

M. Benjamin: Monsieur le président, les conclusions auxquelles l'ACC est arrivée m'intriguent. Je constate que cette association est opposée aux subsides; M. Jarvis a insisté sur ce point.

En considérant votre position face au projet de loi et au taux établi pour les céréales, l'ACC... la section albertaine de l'association nationale... a-t-elle tenu compte du fait que plus de 80 p. 100 de notre production céréalière doit être exportée? En suivant votre argument jusqu'à sa conclusion logique, il faudrait que les producteurs de l'Ouest canadien concurrencent les finances publiques de l'Argentine, de l'Australie, des États-Unis et de la Communauté économique européenne qui toutes, d'une façon ou d'une autre, subventionnent fortement la production céréalière et son transport.

Avez-vous examiné la question? Pensez-vous vraiment que les producteurs de grains de l'ouest du Canada devraient être laissés à eux-mêmes face à la concurrence d'au moins quatre autres entreprises d'exportation de grains?

M. E. Jarvis: D'une part, je ne crois pas qu'ils ont été laissés à eux-mêmes. D'autre part, je dois vous répéter que l'addition de deux éléments négatifs ne donnent pas un résultat positif et que ces subventions devraient être réparties à la suite de négociations internationales, et nous devrions donner l'exemple en ne les augmentant pas.

J'aimerais juste mentionner un autre point, monsieur le président. N'oubliez pas que la subvention du Nid-de-Corbeau va toujours au producteur d'une façon ou d'une autre. Il continue de recevoir toute la subvention du Nid-de-Corbeau, c'est-à-dire la différence entre le taux réel et le taux de fret du Nid-de-Corbeau.

M. Benjamin: Ce que vous dites alors au Comité c'est que si le Canada devait abandonner cette aide visant à faciliter l'exportation de notre grain, il s'ensuivrait logiquement que la Communauté économique européenne réagirait en disant qu'elle va se montrer gentille et faire la même chose, le